

Des nouvelles alliances pour un nouveau Ceta

TRAITÉ Les parlements des entités fédérées ont donné le feu vert à la signature

- PTB et Ecolo sont amers, le MR s'est joint aux majorités.
- Très ému, Paul Magnette a souligné « la formidable avancée démocratique » incarnée par cette crise.

Les jeux sont faits. Après quinze jours d'une crise inédite, les parlements bruxellois, wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont mené ce vendredi un marathon démocratique qui s'est soldé partout de la même manière : le feu vert à la signature du traité Ceta. Partout aussi les positionnements politiques ont évolué de manière identique : Ecolo et le PTB, qui soutenaient jusqu'alors les majorités PS-CDH dans leur opposition, ont voté

contre les motions mises au vote, tandis que le MR, seul contre tous depuis deux semaines, a renforcé les majorités PS-CDH.

Il était temps que l'on aboutisse, notamment en Wallonie : épuisé, le ministre-président Paul Magnette (PS) a eu du mal à contenir son émotion vendredi matin quand il lui a fallu défendre l'accord conclu la veille. « *Ce n'est pas un atterrissage, mais un crash démocratique* », a déploré Stéphane Hazée pour Ecolo. Frédéric Gillot (PTB) regrette lui « le revirement de la majorité et le coup de force de l'establishment eu-

ropéen ».

Paul Magnette a insisté sur deux victoires essentielles à ses yeux. Un : les amendements obtenus ont une force juridique incontestable. Deux : toute perspective d'arbitrage privé est définitivement écartée. Les opposants continuent à en douter et promettent de suivre à la culotte ce Ceta, dont on n'a donc pas fini de parler.

Ce discours final aura été l'occasion de saluer « *une formidable avancée démocratique* ». Paul Magnette remercie les députés, les mouvements citoyens, ses collaborateurs et même... les journalistes : « *On a débattu avec passion du Ceta dans les cafés, au bureau, sur les marchés. Qui aurait pu imaginer cela ? Il restera à jamais en Wallonie un instant Ceta. Nous avons un meilleur traité, mais aussi la certitude que nous ne négocierons plus de traités au rabais. Et puis il restera un grand moment civique...* »

Dans les rangs du MR, on se montre satisfait et on joue les équilibristes sur le fil d'« *un traité qui est passé de persona non grata à invité d'honneur du parlement wallon* », selon Pierre-Yves Jeholet, qui souhaite que l'engagement du ministre-président et la qualité des débats se prolongent au-delà du Ceta.

« On a joué avec le feu »

A Bruxelles, c'est le parlement francophone bruxellois qui a ouvert cette

longue journée, dès 11 heures. Très vite, là aussi, une rupture a été observée entre CDH/PS/MR (avec Défi) et Ecolo/PTB. Ces deux derniers partis ont tous deux dénoncé un timing impossible à tenir pour le parlement. « *Pourquoi faire voter les parlements au forceps ce vendredi, si les accords sont bons ?* » (Alain Maron, Ecolo) ; « *C'est une supercherie démocratique* » (Mathilde El Bakri, PTB).

Vers 14 heures, sans répit, on a pris les mêmes et on a recommencé, à la plénière du parlement régional bruxellois cette fois, avec les néerlandophones en

plus. « *Nous soutenons l'accord même si nous restons vigilants, a précisé Emmanuel De Bock, chef de groupe de Défi. Notre parti s'engage en faveur du libre-échange, mais également en faveur d'une élévation et d'une convergence des normes fiscales, sociales et environnementales.* » Le MR, via Armand De Decker, a estimé que la capitale de l'Europe n'est pas un endroit pour « *jouer avec le feu comme on l'a fait* ». « *Je ne pense pas que le fait qu'on ait voulu éclaircir les choses soit une erreur* », a rétorqué Philippe Close pour le PS.

Et l'exercice s'est poursuivi pour 19 députés francophones, qui ont dû filer vers la Fédération après 18 heures, où ils ont retrouvé leurs collègues wallons. « *Ceci est la Belgique* », s'est moqué la presse flamande. ■

**ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
ERIC DEFFET**

Europe « Le TTIP est mort » : vraiment ?

ÉCLAIRAGE

Ce nouveau Ceta, c'est la nouvelle norme pour les prochains traités commerciaux. Le TTIP est mort et enterré. » La formule est signée Paul Magnette. Et c'est un slogan. Trompeur. Mort, l'accord de libre-échange négocié entre l'UE et les Etats-Unis ? Enterré, ce vaste projet commercial et stratégique échauffé destiné à devenir « l'Otan économique », dicit la candidate démocrate Clinton fin 2012 ? Au contraire : les chefs d'Etat ou de gouvernement des 28 Etats membres de l'UE ont, vendredi passé au sommet européen, en plein psychodrame sur le Ceta, enjoint « la Commission à poursuivre les négociations avec les autorités des Etats-Unis afin qu'un accord de libre-échange ambitieux, équilibré et global puisse être présenté ».

Mais Paul Magnette a (vraisemblablement) raison de dire que le TTIP ne sera pas négocié comme si rien ne s'était passé. Un « autre TTIP » serait donc possible qui, sans attendre un remake du bras de fer homérique avec la « petite Wallonix » (© Libération), intégrerait plus en amont la protection des citoyens et pas seulement celle des (gros) investisseurs. « J'espère que du haut du Berlaymont, madame Malström (la commissaire au Commerce), cette fois, nous entendra », a encore lancé le ministre-président wallon. La vigilance de ces francophones rebelles, mobilisés par le travail minutieux et crédible d'une foule d'associations, inspirera peut-être d'autres élus, ailleurs, qui exerceront à leur tour une pression sur la technocratie européenne.

La Commission européenne promet, en tout cas, qu'il y aura bien un « après-Ceta ». Interrogé par *Le Soir* sur les éventuels « enseignements » de l'épisode wallon, le porte-parole de la Commission renvoie à l'engagement pris par le président Juncker dans un entretien à la télévision allemande : « Nous devons nous pencher sur ces préoccupations de près et davantage répondre aux préoccupations des citoyens à un stade précoce. » Non qu'il s'agisse de fondamentalement questionner le « joyau de la couronne de l'UE » – les accords commerciaux – ni de penser que les « contacts » ont été insuffisants. Mais il s'agit « de voir si on peut

les nouer beaucoup plus en amont. Le moment viendra où ce sera discuté plus en détail et en pratique », ajoute le porte-parole.

Les leçons de la saga Ceta auront potentiellement de profondes répercussions. Outre le TTIP, négocié très mollement vu la période électorale (et le climat politique explosif entourant désormais ces pourparlers !), l'UE compte « une trentaine d'accord comme ça dans le pipeline », relevait cette semaine le chef de file des libéraux au Parlement européen Verhofstadt. Au total, près de 80 pays sont concernés. C'était pour plaider la fin de la « mixité » de ces accords, qui entraîne l'im-mixtion de 36 (!) parlements nationaux et sous-nationaux dans le processus de ratification définitive des traités. Ce débat-là aura peut-être lieu un jour. Mais on ne voit pas les Etats renoncer au « sursaut démocratique » vanté par Magnette et consorts dans un avenir prévisible.

Dans un avenir proche, on ne voit pas les Etats renoncer au « sursaut démocratique » vanté par Magnette et consorts

« On assiste à une contestation grandissante par certaines catégories de la population des effets perçus comme négatifs de la mondialisation, dont les accords commerciaux sont considérés comme le vecteur », reconnaissait récemment un haut diplomate européen. Les accords, qui portaient autrefois sur l'échange de marchandises, se sont étendus aux services, aux investissements, donc aux principes, valeurs, normes, etc., qui doivent (ou pas, selon le point de vue) les encadrer. « Au cœur de l'enjeu, reprend le diplomate, ce ne sont plus les entreprises, mais les consommateurs, donc les citoyens. » Le débat furieux mené autour du Ceta, beaucoup sous l'impulsion des « Wallons », aura finalement conduit au dépôt de 38 déclarations européennes (dont la Belge) jointes à la décision de signer le Ceta. Plusieurs d'entre elles fixent des limites « de l'acceptable » pour les citoyens – et brideront certainement l'enthousiasme libéré à tous crins des négociateurs des TTIP&Cie. ■

PHILIPPE REGNIER

RATIFICATION

Pourquoi la Flandre ne vote pas

Le parlement flamand n'a pas organisé de vote pour le Ceta. Pourquoi ? Parce qu'il n'avait pas, lui, voté de résolution refusant les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral pour signer le traité. Le gouvernement flamand s'en tient en fait au strict respect du prescrit légal : c'est le pouvoir exécutif qui signe. Le 16 septembre, il a donné son accord à la signature du traité – le parlement flamand ayant adopté la semaine dernière une résolution de soutien au Ceta. Rappelons qu'en Belgique, le schéma de ratification d'un tel traité international se déroule en trois phases : la signature par le gouvernement qui marque l'accord de l'Etat sur le contenu, l'assentiment par les parlements qui permet au traité de déployer ses effets dans l'ordre juridique, et la ratification par le gouvernement fédéral qui nous lie au traité.

MA.D.

com Le PS et le CDH à l'offensive sur la Toile, le MR prêt à riposter

Le Ceta, c'est réglé. Reste à savoir qui a gagné. Car, dans une crise, s'il est nécessaire de bien atterrir, l'important est aussi de le faire savoir.

A ce petit jeu, le PS a frappé fort. Dès l'accord conclu en comité de concertation, les réseaux sociaux ont vu pulluler tweets et posts socialistes, dont le tableau reprenant les avancées obtenues en négociation. Avec le #nouveau-ceta pour bien marquer la rupture. Un effort de pédagogie qui n'avait rien d'improvisé. « Quand on a vu, ces deux derniers jours, que les négociations allaient aboutir à un résultat satisfaisant, on s'est préparé », explique-t-on au boulevard de l'Empereur. Une contribution synthétique qui a été suivie, ce vendredi, d'un inventaire plus développé des « ajouts » wallons à la copie européenne.

Aux côtés du PS durant la course, le CDH a lui aussi investi les réseaux sociaux dès le « tope là » belgo-belge acquis. Avec la

nécessité, pour les centristes, de se distinguer pour sortir de l'ombre médiatique de Paul Magnette et valoriser le travail effectué depuis plusieurs mois sur le Ceta. D'où ces six affichettes scandant « Le CDH a obtenu... ». « C'était très compliqué car jusqu'à mercredi midi, les lignes ont bougé, explique-t-on à la présidence. Nous avons donc eu l'après-midi pour préparer notre communication. » Et répondre au pilonnage attendu du MR et de l'opposition.

« Dans les starting-blocks »

Et ces derniers ne s'en sont pas privés. A commencer par Ecolo qui faisait savoir que lui poursuivait « le combat aux côtés des citoyens contre le rouleau compresseur ultralibéral », ne manquant pas au passage de répercuter via Twitter la petite phrase de Charles Michel à la Chambre : « Le Ceta n'a pas changé d'une virgule. » Le PTB a chargé également par l'entre-

mise de ses différents parlementaires. Mais sans disposer de la même force de frappe que le PS.

Seul le MR pouvait l'égaliser. Mais les Réformateurs, qui avaient déjà perdu la première bataille de la com sur le Ceta, sont restés discrets. « Notre objectif était d'obtenir un compromis et de ne pas faire capoter les votes que Magnette doit obtenir dans les parlements, confie-t-on au siège du parti. Notre communication a donc été un peu ralentie. Sur ce terrain, nous sommes donc battus sur l'ensemble de la semaine. Mais c'est volontaire. » Et temporaire, assure-t-on à la rue de Naples. « Nos équipes sont dans les starting-blocks. Après le vote des parlements, on dira la réalité des choses. »

Un combat qui n'est donc pas terminé. « Il y aura des évaluations du traité, rappelle-t-on au CDH. Et on peut compter sur André Antoine pour faire vivre cela au parlement wallon. » ■

PASCAL LORENT